



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
11 avril 2011  
Français  
Original: anglais

---

### Commission pour la prévention du crime et la justice pénale Vingtième session Vienne, 11-15 avril 2011

#### Projet de rapport

*Rapporteur:* Erasmo Lara Cabrera (Mexique)

#### Organisation de la session

##### A. Consultations informelles préalables

1. À la reprise de sa dix-neuvième session, le 3 décembre 2010, la Commission a confirmé l'accord conclu à la réunion du Bureau élargi tenue le 7 octobre 2010, selon lequel sa vingtième session se tiendrait du 11 au 15 avril 2011, avec des consultations informelles préalables le jour ouvrable précédant le premier jour de la session. Elle a également été informée de ce que la reprise de sa vingtième session se tiendrait le 13 décembre 2011. Les consultations informelles préalables ont porté sur un examen préliminaire des projets de résolution à examiner à la vingtième session de la Commission et disponibles à l'avance.

2. Lors des consultations informelles préalables tenues le 8 avril 2011 et présidées par le Premier Vice-Président, la Commission a procédé à un examen préliminaire des projets de résolution qui avaient déjà été présentés, des questions liées à l'organisation et au rapport de sa vingtième session, de ses méthodes de travail, de l'amélioration de l'efficacité du processus qu'impliquent les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et du projet d'ordre du jour provisoire de sa vingt et unième session.

##### B. Ouverture et durée de la session

3. La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a tenu sa vingtième session à Vienne du 11 au 15 avril 2011. Elle a tenu dix séances plénières et huit séances du Comité plénier. Le Président de la Commission a ouvert la session et les participants ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes du



tremblement de terre et du tsunami catastrophiques qui avaient frappé le Japon un mois auparavant. À la première séance, le 11 avril 2011, des déclarations ont été faites par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) par les représentants du Kenya (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Afrique) et du Chili (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et par les observateurs du Liban (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine), de la République arabe syrienne (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Asie) et de la Hongrie (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne). Des déclarations ont en outre été faites par le Vice-Ministre de la justice de la Chine, le Ministre de la justice du Kenya et le Secrétaire d'État au Ministère de la justice de la Croatie.

### **C. Participation**

4. Les représentants de [...] États membres de la Commission ont participé à la vingtième session. Étaient également présents les observateurs de [...] autres États Membres de l'ONU, de [...] États non membres de l'Organisation, les représentants de [...] entités du système des Nations Unies et les observateurs des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, de [...] organisations intergouvernementales et de [...] organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. La liste des participants figure dans le document E/CN.15/2011/INF.2.

### **D. Élection du Bureau**

5. Dans sa résolution 2003/31, intitulée "Fonctionnement de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale", le Conseil économique et social a décidé qu'à compter de 2004, la Commission devrait, à la fin de chaque session, élire son Bureau pour la session suivante et l'encourager à jouer un rôle actif dans la préparation des réunions ordinaires ainsi que des réunions intersessions informelles de la Commission, de façon à permettre à celle-ci de donner des orientations stratégiques continues et efficaces au Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

6. Conformément à la résolution 2003/31 du Conseil économique et social et à l'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques de ce dernier, la Commission, à l'issue de la reprise de sa dix-neuvième session, le 3 décembre 2010, a ouvert sa vingtième session à la seule fin d'élire son Bureau pour cette session. À cette séance, elle a élu le Président, le Premier Vice-Président, le Deuxième Vice-Président, le Troisième Vice-Président et le Rapporteur.

7. Le Bureau de la Commission à sa vingtième session était composé comme suit:

<i>Président:</i>	John Barrett (Canada)
<i>Premier Vice-Président:</i>	Nongnuth Phetcharatana (Thaïlande)
<i>Deuxième Vice-Président:</i>	Ukur Kanacho Yatani (Kenya)

*Troisième Vice-Président:* Vasyl Pokotylo (Ukraine)

*Rapporteur:* Erasmo Lara Cabrera (Mexique)

8. Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux (les représentants de la Belgique, du Kenya et de l'Ukraine et les observateurs de la Colombie et de la République arabe syrienne), du représentant de la République islamique d'Iran (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'observateur de la Hongrie (au nom de l'Union européenne) a été créé afin d'aider le Président de la Commission à régler les questions d'organisation. Ce groupe et le Bureau élu ont constitué le bureau élargi prévu dans la résolution 2003/31 du Conseil économique et social. Pendant la vingtième session de la Commission, le bureau élargi s'est réuni le 12 avril 2011 et [...] avril 2011 pour examiner des questions liées à l'organisation des travaux.

## **E. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

9. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 11 avril 2011, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux (E/CN.15/2011/1), que le Conseil économique et social avait approuvés par sa décision 2010/243.

## **F. Documentation**

10. La liste des documents dont la Commission était saisie à sa vingtième session figure dans le document de séance E/CN.15/2011/CRP [...].

---